

L'essor de la chirurgie esthétique accentue la pénurie des dermatos

En dix ans, le nombre de spécialistes dans l'Hexagone a chuté de 19 %, passant de 3 546 à 2 880. Quatre départements n'en ont plus un seul

Injections d'acide hyaluronique ou de toxine botulique, épilation au laser, détatouage... Les soins esthétiques, particulièrement rémunérateurs, nuisent-ils à l'accès des patients à des consultations médicales chez les dermatologues ? Alors que le nombre de spécialistes de la peau, en forte tension, ne cesse de diminuer, la profession est régulièrement mise en cause, accusée de privilégier des actes cosmétiques lucratifs au détriment de la prise en charge des patients souffrant de pathologies cutanées.

Au cœur des critiques : le très faible nombre, voire parfois la quasi-absence, de créneaux à brève échéance pour des consultations médicales, quand l'offre de rendez-vous pour des soins esthétiques foisonne.

Sur la plateforme de réservation en ligne Doctolib, il n'est ainsi pas rare d'y trouver un même dermatologue disponible dans la semaine pour une injection de Botox, mais pas avant plusieurs mois pour un dépistage des grains de beauté. « Une vision en trompe-l'œil », s'agacent plusieurs praticiens rencontrés dans les allées du salon des Journées dermatologiques de Paris, le congrès annuel de la profession qui se tenait dans la capitale du 2 au 6 décembre.

Dans les rangs des spécialistes des pathologies cutanées, le sujet est épidermique. « C'est toujours la même histoire, déplore Luc Sulimovic, président du Syndicat national des dermatologues-vénéréologues (SNDV). Pourtant, la dermatologie esthétique représente moins de 10 % de l'activité totale des dermatologues. » Selon une enquête menée en 2024 par l'organisation syndicale, un tiers

des dermatologues (34,14 %) ne proposerait ainsi aucun acte esthétique. Quant à ceux qui en pratiquent, la part de ces soins dans leur activité libérale demeurerait inférieure à 10 % chez près de deux tiers des spécialistes. Seule une minorité de praticiens (10,9 %) y consacrerait plus de 30 % de leur activité.

« La disponibilité de consultations esthétiques sur Doctolib ne signifie pas que les dermatologues ne font que cela, mais plutôt que ces créneaux sont moins réservés que ceux dédiés à des consultations médicales », insiste M. Sulimovic. De fait, sitôt mis en ligne sur la plateforme, ces derniers disparaissent souvent en quelques minutes. « Vous ne les voyez pas, car ils ont été pris d'assaut, mais pourtant, ils étaient bien là », explique le dermatologue Pierre Hamann, président de l'Union nationale des équipes de soins spécialisées en dermatologie et vénéréologie.

Des réseaux de télé-expertise

Pour les praticiens, les difficultés croissantes des patients à obtenir des rendez-vous témoignent surtout de la crise démographique qui frappe la profession. Car, depuis plusieurs années, les effectifs de dermatologues ne cessent de se réduire, alors même que la demande, en raison de l'augmentation et du vieillissement de la population, s'accroît. En dix ans, le nombre de spécialistes en activité dans l'Hexagone a ainsi chuté de 19 %, passant de 3 546 à 2 880, dont 40 % ont plus de 55 ans. Avec une densité moyenne de 3,29 dermatologues pour 100 000 habitants, alors qu'il en faudrait 5 à 6 pour répondre aux besoins actuels, la pénurie est de plus en plus criante. Quatre départements n'ont plus

La pénurie de spécialistes et les délais de rendez-vous à rallonge ont incité des start-up à investir dans le secteur

un seul dermatologue installé sur leur territoire : l'Ariège, l'Indre, la Lozère et la Nièvre.

Et la dégringolade risque encore de s'accroître. « On estime que pas loin de 30 % des dermatologues qui partiront à la retraite ces prochaines années ne seront pas remplacés », observe Saskia Oro, présidente de la Société française de dermatologie. En cause : le nombre de jeunes dermatologues actuellement en formation, insuffisant pour compenser les départs à venir. En 2025, seuls 102 postes ont été ouverts dans cette spécialité par les pouvoirs publics, « alors qu'il en faudrait entre 125 et 130 », indique M^{me} Oro.

Face à cette impasse, les dermatologues se mobilisent depuis plusieurs années. Dans certaines régions, des équipes de soins spécialisées se sont constituées afin de désengorger les rendez-vous dans les cabinets de dermatologie. Ces structures, qui s'appuient sur la télé-expertise, permettent aux médecins généralistes de faire appel, en cas de doute sur un cas, à l'avis d'un dermatologue.

Sur la base des clichés et du compte rendu envoyés par le généraliste, le spécialiste de la peau établit alors un diagnostic, et décide, en fonction de celui-ci, de la nécessité de voir ou non le patient

à son cabinet. Concrètement, cela évite aux médecins généralistes d'envoyer inutilement des patients consulter des dermatologues, et surtout, de prioriser, lorsqu'ils se présentent, les cas les plus urgents, notamment les cancers de la peau où les retards de prise en charge peuvent s'avérer fatals pour les malades. En Bretagne, le réseau de télé-expertise Onco-Breizh, aurait ainsi permis, depuis son lancement en 2021, d'éviter aux médecins généralistes y ayant eu recours de rediriger inutilement vers un dermatologue près d'un patient sur deux.

La pénurie de spécialistes et les délais de rendez-vous à rallonge ont également incité des start-up à investir dans le secteur. Dans les pharmacies, certaines, comme SkinMed, proposent aux patients, moyennant finance, de dépister leurs grains de beauté ou leurs lésions suspectes grâce à une intelligence artificielle, couplée à une télé-expertise réalisée par un dermatologue. D'autres, à l'instar de la société parisienne DermaScan, mise sur la création de centres consacrés au dépistage des cancers de la peau.

À Paris, où l'entreprise a ouvert son premier centre, les patients peuvent y réaliser une cartographie de tous leurs grains de beauté, qui servira de référence pour surveiller, grâce à l'IA, leur évolution à chaque nouvel examen. À l'issue de la cartographie, un examen clinique est effectué par un généraliste. Ces solutions, qui séduisent les patients, font bondir les dermatologues. « Ce ne sont pas des solutions alternatives, mais le début d'une financiarisation, qui profite de la peur des patients », observe Luc Sulimovic. ■

ZELIHA CHAFFIN